

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.25

22 avril 1996

(96-1463)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: espagnol

COMMUNICATION DU PEROU

Projet d'offre sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande du Pérou.

Dans le cadre des travaux du Groupe de négociation sur les télécommunications de base de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Pérou présente son offre conditionnelle concernant les services de télécommunication de base.

Le Pérou se réserve le droit de modifier ou de retirer partiellement ou totalement les engagements définis dans la liste ci-jointe en fonction notamment du nombre d'offres qui seront présentées par les autres parties, de la mesure dans laquelle les offres en question seront équivalentes et mutuellement acceptables, du degré et de l'importance des exemptions de l'obligation NPF qui seront demandées par d'autres parties au titre des dispositions de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II et de l'obtention de résultats satisfaisants concernant des engagements additionnels.

PEROU - PROJET D'OFFRE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2. SERVICES DE COMMUNICATION C. <u>Services de télécommunication</u> a) Services de téléphone	<p>1) Les services de téléphonie fixe locale et les services supports à grande distance nationaux et internationaux seront soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999</p> <p>La fourniture de services téléphoniques basés sur la réalisation de tentatives d'établissement de communications dans le pays aux fins de l'obtention d'un rétroappel avec signal d'invitation à numéroter depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée</p> <p>Les modalités de concession du service téléphonique pourront habilitier le concessionnaire à fournir le service en question par l'intermédiaire de sous-traitants tiers, sous la forme de postes téléphoniques à pièces, de téléphones communautaires et de cabines publiques</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p>	<p>1) Néant</p>	Voir texte joint	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2) Les services de téléphonie fixe locale et les services supports à grande distance nationaux et internationaux seront soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999</p> <p>La fourniture de services téléphoniques basés sur la réalisation de tentatives d'établissement de communications dans le pays aux fins de l'obtention d'un rétroappel avec signal d'invitation à numéroter depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>3) Les services de téléphonie fixe locale et les services supports à grande distance nationaux et internationaux seront soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999</p> <p>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	<p>Les modalités de concession du service téléphonique pourront habiliter le concessionnaire à fournir le service en question par l'intermédiaire de sous-traitants tiers, sous la forme de postes téléphoniques à pièces, de téléphones communautaires et de cabines publiques</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p>	Voir texte joint
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	<p>La fourniture du service pour les communications à grande distance nationales et internationales devra obligatoirement passer par les services supports soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999</p>		
d) Services de télex	<p>Le service de circuits loués privés à grande distance est considéré comme une forme d'exploitation des services supports</p>		
e) Services de télégraphe			
f) Services de télécopie			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Services de circuits loués privés	Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées: i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou ii) à interconnecter de tels lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication		
o) Autres services			
- Services analogiques/numériques/mobiles/cellulaires	L'interconnexion de services privés est interdite		
- Services de communications personnelles	2) La fourniture du service pour les communications à grande distance nationales et internationales devra obligatoirement passer par les services supports soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999	2) Néant	
- Service de recherche de personnes	L'interconnexion de services privés est interdite		
- Service mobile pour données	3) Néant pour la fourniture du service dans les zones de concession locale	3) Néant	
- Service de jonction	La fourniture du service pour les communications à grande distance nationales et internationales devra obligatoirement passer par les services supports soumis à un régime de concurrence limitée jusques et y compris en juin 1999		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</p> <p>L'octroi de concessions pour des services utilisant le spectre radioélectrique est aussi subordonné à la disponibilité de fréquences ou de bandes de fréquences pour la fourniture du service public concerné</p> <p>Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées: i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou ii) à interconnecter de tels lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Engagements additionnels

Définitions

Utilisateurs: Personnes physiques ou morales ayant accès, de façon temporaire ou permanente, à un service public ou privé de télécommunication.

Interconnexion: Réalisation d'une connexion entre deux ou plus de deux équipements et/ou réseaux de télécommunication appartenant à une même personne physique ou morale ou à différentes personnes physiques ou morales.

Principe de non-discrimination: L'accès à l'utilisation ou à la fourniture des services de télécommunication est régi par le principe de non-discrimination en vertu duquel les entreprises fournisseuses desdits services ne peuvent, sous réserve de disponibilité, refuser un service à une personne physique ou morale remplissant les conditions établies pour ce service.

Principe de neutralité: En vertu du principe de neutralité, le fournisseur d'un service de télécommunication qui sert de support à d'autres services ou qui occupe une position dominante sur le marché est tenu de ne pas profiter de ce genre de situation pour fournir simultanément d'autres services de télécommunication dans des conditions plus favorables, au détriment de ses concurrents, par le recours à des pratiques portant atteinte à la liberté et à la loyauté de la concurrence, comme la limitation de l'accès à l'interconnexion ou l'altération de la qualité du service.

Engagements additionnels

Le Pérou prend les engagements ci-après en ce qui concerne les principes régissant la concurrence, l'interconnexion, le service universel, l'accès au marché (concessions, autorisations, permis et licences), la nature de l'organe de réglementation du marché et la répartition et l'utilisation des ressources limitées.

1. Principes de liberté et de loyauté de la concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Le Pérou interdit les pratiques commerciales portant atteinte à la liberté et à la loyauté de la concurrence, à savoir les accords, les actions parallèles ou les pratiques concertées entre entreprises ayant ou pouvant avoir pour effet de restreindre, d'empêcher ou de fausser la concurrence.

Dans les relations commerciales des fournisseurs de services publics de télécommunication, il est interdit d'appliquer pour des services équivalents des conditions différentes, qui désavantageraient certains concurrents.

Pour établir l'existence d'un acte de concurrence déloyale, il ne sera pas nécessaire d'apporter la preuve d'un préjudice effectif ou d'un comportement frauduleux: un préjudice potentiel ou un préjudice illicite causé au concurrent sur le marché concerné, aux consommateurs ou à l'ordre public sera suffisant.

1.2 Sauvegardes

- a) En vertu du principe de neutralité, les entreprises qui fournissent simultanément deux services de télécommunication ou plus sont obligées de tenir une comptabilité séparée

pour chaque activité. A partir de 1998, l'adoption d'un système comptable pourra être exigée. Au cas où le système comptable ne permettrait pas d'atteindre l'objectif de neutralité, l'organe de réglementation du marché des télécommunications pourra, s'il le juge nécessaire et approprié, ordonner à l'entreprise concessionnaire de fournir certains services de télécommunication dans le cadre d'une ou de plusieurs divisions séparées, de succursales ou de filiales.

- b) Il sera interdit aux fournisseurs de services publics de télécommunication de mettre en place des subventions croisées entre les différents services qu'ils fournissent.
- c) Les tarifs, modalités, conditions et normes techniques auxquels sera soumis un fournisseur pour fournir des services par l'intermédiaire du réseau téléphonique public ou par l'intermédiaire d'autres services supports pour la fourniture de ses propres services finals, de ses propres services de diffusion ou de ses propres services à valeur ajoutée seront semblables ou équivalents à ceux dont bénéficieront d'autres fournisseurs de services publics de télécommunication non affiliés.
- d) Les utilisateurs auront le droit, dans la mesure où cela sera techniquement faisable, de choisir l'opérateur de services de télécommunication qui leur convient le mieux. Les entreprises fournissant des services de télécommunication s'abstiendront de se livrer à des pratiques empêchant ou faussant le libre choix des utilisateurs.
- e) La publication préalable des règlements régissant les relations entre les acteurs du marché des télécommunications constitue une condition de la validité de ces règlements.

2. Interconnexion

2.1 L'interconnexion sera obligatoire et d'intérêt public.

2.2 Interconnexion à assurer

Les fournisseurs de services publics de télécommunication seront tenus de respecter les plans d'architecture ouverte de réseau visant à l'établissement d'un réseau numérique intégré de services et de systèmes propre à faciliter l'interconnexion. L'interconnexion sera assurée suivant les modalités ci-après:

- a) dans des conditions techniques et économiques non discriminatoires et avec une qualité non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires offerts à l'exploitant lui-même ou par l'intermédiaire d'agences, de succursales ou de filiales dudit exploitant;
- b) en temps opportun, suivant des modalités transparentes et raisonnables, moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient suffisamment détaillées pour que l'entreprise qui demande l'interconnexion n'ait pas à payer pour des éléments ou des installations dont elle n'a pas besoin pour ses services; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles aux utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Les règles d'interconnexion seront publiées et le public y aura accès.

2.4 Interconnexion: règlement des différends

Tout désaccord concernant le contrat d'interconnexion ou lié audit contrat ou à son interprétation sera réglé par les fournisseurs de services; l'organe réglementaire aura connaissance de l'affaire.

Si les fournisseurs de services n'arrivent pas à un accord mettant fin au différend, celui-ci sera soumis à la procédure de règlement des différends, qui sera administrée par l'organe de réglementation du marché des télécommunications.

3. Service universel

L'organe de réglementation du marché des télécommunications administrera d'une manière transparente, non discriminatoire et neutre toute obligation de service universel.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

L'attribution des concessions par l'organe réglementaire sera subordonnée au respect des prescriptions et des formalités définies dans les textes en vigueur. Les concessions seront attribuées par voie d'appel d'offres public en cas de restrictions dans la disponibilité de fréquences ou de limitation du nombre de concessionnaires, et conformément au Plan national d'attribution des fréquences.

5. Indépendance de l'organe réglementaire

L'organe de réglementation de la concurrence sur le marché jouira d'une autonomie technique, fonctionnelle, économique et administrative. Son conseil d'administration, composé de membres désignés par l'Etat, par les utilisateurs et par les entreprises exploitantes, sera l'instance suprême. Les membres du conseil d'administration auront un mandat d'une durée déterminée; ce mandat sera irrévocable et ne pourra pas être délégué. Ils s'acquitteront de leurs tâches avec diligence et d'une manière autonome, sur la base de critères indépendants. Leurs procédures et leurs décisions seront impartiales vis-à-vis de tous les acteurs du marché des télécommunications.

L'organe réglementaire sera limité à établir des règles, à prendre des mesures correctives, à imposer des sanctions et à régler des différends entre entreprises exploitantes en ce qui concerne la concurrence, les tarifs, l'interconnexion, les taxes de répartition, la surveillance de la qualité et la surveillance en matière d'expansion, la prise en compte des utilisateurs et le service universel, ainsi qu'à s'acquitter de toutes autres prérogatives qui pourront lui être confiées, par exemple le pouvoir d'accorder des concessions et le pouvoir d'administrer le spectre radioélectrique.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toute procédure concernant l'attribution de ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, sera publique et administrée d'une manière transparente et non discriminatoire.